Zeitschrift: Éducateur et bulletin corporatif : organe hebdomadaire de la Société Pédagogique de la Suisse Romande

Herausgeber: Société Pédagogique de la Suisse Romande

Band: 78 (1942)

Heft: 21

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 20.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LXXVIIIe ANNÉE — N° 21 30 MAI 1942

ÉDUCATEUR
ET BULLETIN CORPORATIF

SOMMAIRE :

F. T. WAHLEN : *L'Ecole et l'extension des cultures.* — VAUD : *Un ami des instituteurs.* — *Société de travail manuel.* — S. P. R. : *Chronique romande.*

L'ÉCOLE ET L'EXTENSION DES CULTURES [1]

Conférence prononcée à l'occasion de la cérémonie célébrée en l'honneur de Pestalozzi, par l'Association du corps enseignant (Lehrerverein) de la ville de Berne.

par

F. T. WAHLEN,

docteur ès sciences techniques,
chef de la section de la production agricole et de l'économie domestique de l'office fédéral de guerre pour l'alimentation à Berne.

La famine était aux portes de la France lorsque l'*Assemblée constituante* de la France révolutionnaire nomma Pestalozzi « bourgeois d'honneur de la République française ». D'autant plus sensible à cette distinction qu'elle lui avait été accordée après une série d'insuccès et de mécomptes, Pestalozzi se mit de tout son cœur à la tâche. Il fallait à tout prix s'efforcer d'éviter une telle catastrophe. Il rédigea un appel au peuple français, l'invitant à consacrer à la culture des pommes de terre chaque terrain s'y prêtant. Après avoir scrupuleusement évalué la récolte possible, il termina comme suit cet appel : « Patrie, tu as su appeler « aux armes », crie maintenant : « Debout pour la culture des pommes de terre. »

Je ne m'avance certes pas trop en admettant que Pestalozzi aurait été le premier à relever aujourd'hui les nombreux points de contact entre l'école et l'œuvre de l'extension des cultures. Il se serait certainement efforcé, avec toute la puissance de son dynamisme, de synthétiser les efforts entrepris dans ces deux domaines. J'ai d'autant plus de plaisir, laïque que je suis dans le domaine pédagogique, à souligner aujourd'hui à votre intention les grandes lignes de quelques-uns de ces points de contact, tels qu'ils apparaissent au non-initié. Vous voudrez bien me faire bénéficier de votre indulgence si mes explications devaient vous paraître quelque peu naïves, et même s'il devait m'échapper quelques bienveillantes critiques.

[1] Cette conférence a été publiée, en allemand, dans le N° 50 du 14 mars 1942 de l'*Ecole bernoise.*

L'*extension des cultures* est une des conséquences des événements qui s'étendent sur le monde entier et, d'une façon ou d'une autre, atteignent de leurs répercussions jusqu'au plus petit des terriens. Il faudrait être aveugle pour ne pas se rendre compte que l'époque actuelle est un puissant facteur éducatif. Non pas seulement pour la jeunesse scolaire, mais aussi pour chaque citoyen. Certes, je ne désire pas faire ici l'apologie de la guerre. Rien n'est plus éloigné de mes intentions. La terre tout entière, et nous autres Suisses, ne nous trouverions-nous pas beaucoup mieux aujourd'hui si la paix n'avait pas cessé de régner depuis 1870 ? Ne courrions-nous pas, nous les Suisses, le danger de devenir, plus encore que nous ne le sommes déjà aujourd'hui, des « tapeurs de carton », infatués d'eux-mêmes, et satisfaits des « petites affaires » que nous traitons chaque jour que le ciel nous accorde ? Aurions-nous eu, de notre seule volonté et sans y avoir été poussés et forcés par les événements extérieurs, la force de réaliser cette collaboration à l'œuvre d'égalisation sociale, telle que nous la possédons aujourd'hui ? Je crains fort que devant un examen sincère et véridique, nos consciences ne répondent négativement à ces questions. Nous avons donc, et d'autant plus, le devoir, non seulement de supporter sans nous plaindre les ennuis et renoncements relativement petits que la guerre nous a apportés mais nous devons aussi être prêts à supporter courageusement des sacrifices encore bien plus lourds pour le maintien et la sauvegarde de nos biens les plus sacrés et les plus chers.

Avant d'examiner de plus près les problèmes qu'entraîne la collaboration de l'école à l'œuvre d'extension des cultures, je désire esquisser, dans ses plus grandes lignes, la tâche nationale qu'impose à notre peuple l'exécution du programme d'alimentation de guerre.

Qu'est-ce que l'extension des cultures ?

Il s'agit d'abord de poursuivre notre politique agraire d'avant-guerre, mais à une cadence accélérée. Ce développement a lieu sous le signe d'une évolution de notre économie agricole, trop portée jusqu'ici sur l'élevage, vers l'intensification de la culture des champs. Pour cela, nous devons revenir à l'autonomie de l'exploitation agricole. En d'autres termes, nous devons renforcer notre ravitaillement direct pour subvenir par nos propres moyens aux besoins de nos exploitations agricoles et aux nécessités de notre vie ménagère. Sous l'influence de l'économie monétaire d'avant-guerre et d'un trafic mondial très développé, notre agriculture courait le danger de se transformer en une industrie. Déjà, du simple fait de l'économie publique pure, ce développement n'était pas sans présenter certains dangers. Mais, les conséquences possibles de cet état de choses vont beaucoup plus loin. Elles s'attaquent aux

racines mêmes de ce principe que Jérémias Gotthelf, le chantre de notre paysannerie, décrivait comme étant la raison d'être de son attachement au sol. Nous courrions le risque de constater avec le temps la disparition du paysan « symbole éternel de notre économie nationale », pour employer l'expression si jolie du professeur Landmann.

Qu'on ne s'y trompe pas : l'agriculteur qui, parce qu'il s'imagine les obtenir ainsi meilleur marché, achète les différents éléments indispensables à son exploitation agricole et à son ménage, est un entrepreneur. Il n'est plus intégralement paysan.

Nous avions, avant la guerre déjà, une œuvre d'extension des cultures dont le but était de provoquer le retour à une exploitation agricole moins spécialisée. Elle préconisait donc le retour à la terre. Si les résultats des efforts entrepris, tant par les autorités que par l'initiative privée, n'ont pas été absolument convaincants, ils ont cependant contribué heureusement à maintenir en haleine l'*état de préparation à une extension des cultures*, permettant ainsi le développement des grands efforts qui, au début des hostilités, s'avérèrent impérieusement nécessaires.

L'extension des cultures de la période de guerre tend naturellement, à côté de ce but général qui survivra à la guerre, à en réaliser d'autres, plus proches de nous. L'extension des cultures doit, non seulement protéger notre peuple des privations, de la famine et de la détresse, mais aussi créer les éléments indispensables à notre défense nationale et au maintien de notre indépendance politique et de nos libertés spirituelles.

La grandeur de la tâche correspond à l'élévation de ces buts et à l'effort que nécessite leur réalisation.

Quelques exemples vont illustrer ces nombreux devoirs :

En temps de paix, nos importations en denrées alimentaires de toutes natures comportaient en moyenne 150 000 wagons par année. Les céréales, panifiables et fourragères, représentaient à elles seules 100 000 wagons. Parmi les autres denrées importantes, mentionnons le sucre, avec 14 à 16 000 wagons et les huiles et graisses, avec 6 à 7000 wagons. Ces chiffres montrent combien nous étions tributaires de l'étranger et cette constatation est plus pénible encore en temps de disette. Elle n'est adoucie que par le fait qu'au flux de ces importations correspondait un reflux d'exportations importantes, en bétail d'élevage et de rapport, en produits laitiers de tous genres, fromages, lait condensé, etc., en fruits et en nombreux autres produits de notre sol.

Notre plan d'alimentation de guerre est basé sur le fait qu'une surface donnée de terrain peut servir à l'alimentation d'un nombre de personnes beaucoup plus grand, lorsqu'on lui fait rendre des produits pouvant servir directement à la consommation humaine, alors que les

produits fourragers, parce qu'ils doivent tout d'abord être retravaillés par un organisme animal, subissent de ce fait de grosses pertes.

Déjà, dans la phase préparatoire de l'économie de guerre, notre office fédéral pour l'alimentation s'était demandé jusqu'où devrait s'étendre cette transformation pour nous permettre de « tenir » à l'aide de nos propres forces, quelque pénible que soit la situation. Les chiffres obtenus furent publiés au moment où, lors de l'entrée en guerre de l'Italie et de l'effondrement de la France, l'état de notre approvisionnement s'aggrava. Ils montrèrent à notre peuple le but auquel il nous fallait parvenir. Les modifications qu'entraînait la nouvelle direction donnée désormais à notre production agricole s'expriment en quelques chiffres :

La surface de la Suisse est, en chiffres ronds, de 4,1 millions d'hectares, se répartissant à peu près également, chacun pour un quart, en terrains improductifs, en forêts, en pâturages et en terres de cultures, dans le sens étroit de ce dernier terme (1929 : 1 127 376 ha.).

Le tableau ci-dessous, obtenu en comparant les chiffres de la dernière statistique d'avant-guerre (1934) avec ceux dont la réalisation est possible par l'exécution intégrale du plan d'alimentation de l'office de guerre pour l'alimentation, ne s'occupe que du produit des terres servant à la culture dans le sens étroit du terme ; nous les désignons par l'expression de « terres ouvertes ».

	Dernière statistique d'avant guerre : ha.	Surfaces indispensables pour « tenir » à l'aide des produits de notre sol : ha.
Terres ouvertes	183 480	504 812
dont :		
Céréales panifiables	102 274	247 361
Céréales fourragères . . .	14 332	109 310
Pommes de terre	45 819	83 000
Légumes	8 171	15 256 plus les cultures intercalaires.

La suppression des grosses importations de produits fourragers et la réduction des surfaces herbagères entraînent une forte diminution des cheptels bovin et porcin. On prévoit par contre une augmentation du nombre des chevaux, ainsi que de celui des chèvres et des moutons :

	Dernière statistique d'avant guerre	Après l'adaptation intégrale indispensable
Vaches.	910 005	700 000
Autres bêtes à cornes	784 627	553 500
Porcs	958 671	542 700
Chevaux	139 489	168 000
Chèvres et moutons.	486 107	600 000

Seul un spécialiste des questions agricoles peut se faire une idée de la grandeur de cette tâche En temps normal, on l'aurait sans autre dénoncée comme une utopie Constatons avec regret que, jusqu'à ces derniers temps encore, d'aucuns n'ont pas manqué de la désigner comme telle. Nous n'avons pas encore appris à montrer une certaine retenue dans l'emploi du petit mot « impossible », retenue qui cependant devrait être toute naturelle aux personnes qui ne manquent pas une occasion, lors de fêtes de tir, par exemple, d'en appeler à nos ancêtres et aux héros de Morgarten et de Sempach.

Faisons donc aujourd'hui notre bilan. Voyons ce que nous désirons réaliser et ce qui est déjà réalisé !

Selon la dernière statistique d'avant-guerre, nous disposions de 184 000 hectares (en chiffres ronds) de *terres ouvertes*. En admettant que la quatrième étape d'extension des cultures, actuellement en cours, soit intégralement réalisée, nous disposerons, après les labours printaniers de 1942, de 310 000 hectares. Or, le plan de l'office fédéral de guerre pour l'alimentation en exige 500 000 ! Nous avons donc encore un long chemin à parcourir. Relevons le fait qu'en cas de transformation de notre régime alimentaire, plus complète encore qu'elle n'est prévue dans le plan de production initial, cette surface totale pourra être réduite dans la proportion où augmentera la culture des pommes de terre et des légumes. Le développement atteint aujourd'hui est une indication dans cet ordre d'idées. En effet, la surface initiale prévue pour les cultures de légumes sera déjà dépassée au printemps 1942. Le plus grand déficit constaté jusqu'ici dans l'extension des cultures concerne les céréales.

Parmi les éléments indispensables à la réalisation de ce programme, citons en premier lieu une main-d'œuvre suffisante. N'oublions pas que si l'augmentation de rendement en denrées alimentaires d'un hectare planté en céréales est, comparativement à un hectare de cultures herbagères, de 2 : 4 et même de 4 : 6 pour un hectare de cultures sarclées, ces cultures exigent aussi un travail proportionnellement plus intensif. Voici, à titre indicatif, la somme d'énergie-travail dépensée par hectare de terrain et par an, selon le genre de cultures auquel on le destine :

Régions herbagères	25	jours de	travail
Céréales	50	»	»
Cultures sarclées	100	»	»

On sait qu'avant la guerre déjà, l'organisation du travail dans notre agriculture était défectueuse. La situation est devenue plus difficile encore, tant par suite de la mobilisation de guerre que du fait que notre industrie, dont l'activité s'est intensifiée, a, au cours des deux

dernières années, accaparé un grand nombre d'ouvriers qui, normalement, exerçaient alternativement leur activité, selon les saisons, dans l'agriculture et la grande industrie, et surtout dans l'agriculture et dans l'industrie du bâtiment. Je comprends qu'une personne sans contact direct avec l'activité agricole ne soit pas à même d'apprécier à leur juste valeur les grands efforts qu'ont fournis nos paysans. Il y a beaucoup d'héroïsme silencieux dans la façon simple et sans phrase dont les femmes, les vieillards et les enfants ont, dans toutes nos fermes, donné le maximum d'efforts. De plus en plus, on se rend compte que l'œuvre de l'extension des cultures est affaire du peuple suisse tout entier. Rappelons que dès le début des hostilités, l'aide volontaire se mit spontanément à la disposition de nos campagnes. C'est la plus belle forme d'entr'aide qui soit. Par la suite, on se rendit compte que pour assurer la liaison entre cette volonté d'aider et le besoin d'être aidé, il fallait une certaine organisation, sans laquelle le but poursuivi ne pouvait pas, malgré tout le bon vouloir, être atteint. Cette organisation existe aujourd'hui dans tous les cantons et dans la plupart des grandes localités. Son fonctionnement, sans frictions, contribue tout particulièrement à maintenir cette volonté d'entr'aide.

Puis, lorsque l'aide volontaire devint insuffisante, il fallut songer à établir des bases légales permettant de donner à l'agriculture la main-d'œuvre dont elle a besoin. Je ne peux examiner ici les détails de ce vaste problème. Cela nous mènerait trop loin. Qu'il nous suffise de dire que les bases légales décrétées permettront d'aller, s'il le faut, beaucoup plus loin encore qu'on n'a estimé utile de le faire jusqu'à présent.

Enfin, rappelons encore que l'automne dernier, le Département fédéral de l'économie publique a déclaré obligatoire le ravitaillement direct de la population non agricole, qui contribuera ainsi pour une part importante à l'approvisionnement général du pays si la guerre doit durer longtemps encore. Les « petits jardins » ou « jardins familiaux », les « cultures communales en régie » et les « plantations industrielles » sont susceptibles de développement. Ces différents aspects que prend la collaboration de la population non agricole constituent un élément pédagogique dont l'importance dépasse de beaucoup le cadre scolaire. Il serait tentant d'essayer ici de développer l'importance du rôle pédagogique de l'extension des cultures vis-à-vis du peuple tout entier, mais, pour ce faire, je serais obligé de dépasser le cadre de cette conférence.

L'école prend une place importante dans cette entr'aide volontaire. Je me borne à examiner ici le fond seul de cette question et ne mentionne que pour mémoire certaines possibilités qu'ouvre à l'enseignement l'œuvre de l'extension des cultures pour aborder directement la question de la collaboration scolaire proprement dite.

Le but le plus noble de tout effort éducatif et pédagogique est de former des hommes et des citoyens complets. Je sais combien il est difficile pour l'instituteur de trouver, à côté de l'énorme masse de sujets à travailler au cours d'une période scolaire, le temps de faire des élèves à lui confiés, des hommes possédant toutes les qualités civiques que ce terme implique. Il me suffit pour cela de me remémorer mes premières années d'école et de compléter ces souvenirs par les observations qu'il m'a été donné de recueillir en qualité de membre d'une commission scolaire. Seul le pédagogue favorisé réussit à inculquer à ses élèves, à côté de la maîtrise de la matière, celle de leur personnalité. L'œuvre de l'extension des cultures peut et doit servir de matériel éducatif jusque dans ces domaines qui peuvent paraître éloignés du sujet. J'illustre ma pensée en citant la belle parole de *Pestalozzi* dans *Léonard et Gertrude :*

« La puissance d'action de l'homme est plus grande qu'on ne se l'imagine. Dieu vient en aide dans la plus grande détresse, lorsqu'on lutte contre la misère et travaille honnêtement à gagner son pain ».

Quel magnifique succès pédagogique que de réussir à faire comprendre à la jeunesse que la limite entre ce qui est possible et ne l'est plus, ne dépend pas de prémices matérielles. L'éducation de la volonté et la volonté d'entr'aide permettent de déplacer ces limites qui, ainsi que l'expérience l'a prouvé, sont mobiles et même souvent très mobiles.

Laissez-moi vous citer un exemple ayant beaucoup d'analogie avec le thème de cette conférence. En l'année 1930, le secrétariat de l'Union suisse des paysans répartissait entre les cantons et les communes, conformément aux efforts d'adaptation de la période d'avant-guerre, un programme d'extension des cultures de céréales de 10 000 hectares. Le principe en était à peu près le même que celui adopté par l'Office fédéral de guerre pour l'alimentation pour l'extension des cultures en cours. Ce programme avait été préparé très consciencieusement. On avait, dans la plupart des communes, désigné des hommes de confiance dont l'influence devait assurer son succès. Pourtant, tout cet effort n'aboutit qu'à maintenir la surface de terres de cultures déjà existante, évitant seulement un recul plus grand de celle-ci.

Combien différente était la mentalité de notre peuple, lorsqu'en septembre 1939, le cœur encore tout chaud de la belle manifestation qu'avait été l'exposition nationale, notre « Landi », il se mit, unanime, au service du pays. Plus de 100 000 hommes avaient été subitement enlevés de nos fermes ; avec eux, 60 000 chevaux, ces précieux collaborateurs de l'extension des cultures. Et d'innombrables voitures à moteur (camions, tracteurs) prirent le même chemin. Puis vint l'automne, le plus misérable dont nous nous souvenons, de mémoire d'homme. Malgré cela, non seulement notre agriculture maintint la surface déjà existante

des « terres ouvertes » et exécuta la première étape d'extension des cultures prescrite peu après le début des hostilités — 25 000 hectares —, mais elle la porta à 29 000 hectares, prenant ainsi volontairement 4000 hectares de terre sous la charrue. Et c'est ainsi que de ce seul et premier élan fut dépassé le résultat atteint à la fin de la dernière guerre (en 1919 = 209 000 ha.). Depuis lors, 60 000 hectares sont encore venus s'y ajouter et 40 000 autres sont actuellement en préparation. Les éléments matériels ne se sont certainement pas améliorés entre 1930 et 1939. Au contraire, nous venons de vous exposer qu'ils étaient devenus bien plus mauvais. *Mais les cœurs avaient changé, ils s'étaient pénétrés du « feu sacré » dont il appartient au pédagogue de transmettre l'étincelle dans le cœur de chacun de ses élèves. C'est le privilège de ses fonctions, comme aussi sa plus grande récompense.*

Et, d'autre part, comment pourrait-on mieux illustrer la pensée fondamentale de l'amour fraternel et celle de la solidarité confédérée, que par l'œuvre de l'extension des cultures? Nous lisons qu'en Grèce des milliers de personnes meurent de faim chaque jour. Nous voyons chez nous les visages émaciés de nos petits hôtes, les enfants fugitifs, auxquels nous ne pouvons offrir qu'un trop bref séjour. Visages d'enfants qui n'ont plus rien d'enfantin, dans les yeux desquels se lit l'accusation terrible qu'ils portent contre une humanité qui n'a plus rien d'humain. J'ai eu l'occasion, ces derniers mois, de discuter, de collaborer avec les milieux professionnels les plus divers, des agriculteurs, des représentants de notre artisanat, des chefs de nos grandes industries. Partout, j'ai constaté la présence d'une « volonté de travail en commun » et la décision bien arrêtée de tenir tous ensemble, dans un même effort, pour éviter à notre peuple un sort aussi misérable. Cependant, disons-le bien haut, l'accueil spontané que l'œuvre de l'extension des cultures a rencontré dans tout notre peuple n'est pas né de la peur de voir apparaître le spectre de la faim. Les centaines de lettres qui me sont parvenues en témoignent. Notre peuple a saisi avec joie l'occasion qui lui était offerte, enfin, une fois, de collaborer à une grande œuvre pour le pays, pour son prochain. Veillons donc à ce que cette vague de solidarité et d'entr'aide spontanée ne vienne pas mourir devant la porte de nos écoles.

Les jeunes esprits se montreront d'autant plus ouverts à ces grands problèmes qu'ils seront mieux au courant des détails qu'exige la construction d'une œuvre telle que celle de l'extension des cultures. Il n'est pas nécessaire que chaque problème d'arithmétique soit extrait des livres de classe. On peut aussi proposer, comme thème, de déterminer le nombre de calories, la proportion d'albumine, de matières grasses et d'hydrates de carbone que donne un hectare de prairies, de céréales, de pommes de terre, de haricots ou encore de pavot. On peut suggérer aussi d'établir dans quelle proportion augmente la valeur nutritive d'un

terrain — et aussi, peut-être, le bénéfice réalisable — lorsqu'on fait suivre d'une seconde culture celle des petits pois ou celle de pommes de terre prégerminées ! On peut demander d'établir quelle serait l'augmentation de la ration de pain quotidienne si, grâce au choix judicieux des semences, à la fumure rationnelle et aux soins consciencieux, on arrivait à augmenter de 200 kg. le rapport moyen de l'hectare d'une surface de 150 000 ha. ensemencée en céréales panifiables. Ou encore de calculer quelle quantité d'huile comestible pourrait être cédée aux enfants victimes de la guerre si chaque écolier de Suisse cultivait et récoltait 100 grammes de graines de pavot ou de tournesol. Ou, pour terminer, un dernier exemple, de déterminer à combien d'enfants fugitifs on pourrait sauver la vie, si notre jeunesse scolaire prenait sur elle de faire le serment solennel de ne laisser perdre aucun épi sur les champs moissonnés.

N'est-il pas tentant, dans nos écoles campagnardes, de discuter avec les enfants l'extension des cultures du domaine paternel, de la comparer, avant la guerre et maintenant, de montrer aux écoliers la part que prend leur village dans l'approvisionnement général du pays, de leur faire comprendre qu'en temps de disette il ne suffit pas seulement de produire, mais que l'obligation de livrer à la communauté les récoltes engrangées en est le corollaire indispensable ? J'ai fait dernièrement un voyage d'affaires dans un pays où le commerce marron, c'est-à-dire le marché noir, atteint une ampleur telle qu'il étrangle les besogneux. Chez nous, nous connaissons à peine cette plaie ; soyons-en heureux. C'est aussi un des devoirs de l'école que de collaborer à détruire dans leur germe de tels errements, que dis-je, de tels crimes vis-à-vis du pays !

Etablir les mesures qui sont à prendre pour permettre à notre agriculture d'être à la hauteur de la grande tâche qui l'attend aujourd'hui, voilà une étude qui suffirait à remplir les cours d'économie publique d'un trimestre tout entier. On pourrait, par exemple, pour ce qui concerne la culture des céréales, partir d'une interpellation qui fut présentée aux Chambres fédérales en 1903, invitant le Conseil fédéral à veiller à ce que nos soldats mangent, tout au moins durant leur école de recrues, du pain fait avec des céréales de chez nous. Notre culture des céréales était à ce moment-là tombée si bas qu'aucune minoterie n'acceptait plus de moudre du blé du pays. Malgré une grosse opposition, ordre fut donné au Commissariat central des guerres d'acheter de bonnes qualités de blé suisse pour atteindre le but indiqué. Dans la période de 1903/06, ces achats comportèrent en tout et pour tout 16 wagons. En l'année 1938, par contre, le service fédéral des blés prenait en charge 16 000 wagons de blé du pays, d'une qualité telle que les meuniers lui donnaient la préférence à une bonne partie du froment étranger. L'intervalle entre ces deux dates est rempli du travail résolu

et inlassable d'hommes dont l'activité est celle dont Paul de Kruif sait nous dire des choses si émouvantes dans son livre : *La lutte contre la faim* (Kampf gegen den Hunger). C'est le travail quotidien infatigable du sélectionneur, le développement de la technique de l'extension des cultures et de la phytopathologie, les progrès de la science de la nutrition, des plantes, le développement de l'instruction à tous les stades et, pour une part non négligeable, les sages mesures d'économie politique, prises à temps, qui ont permis ce remarquable développement.

L'œuvre de l'extension des cultures donne aussi foule de suggestions pour l'enseignement des sciences naturelles. Maint vide dans le plan d'étude peut être comblé par un exposé sur l'aide pratique à l'agriculture. Il sera facile de la compléter en enchaînant l'enseignement théorique au travail pratique d'entr'aide. Combien est sèche la masse de connaissances scolaires que l'enfant acquiert en apprenant mécaniquement les règles de l'hérédité chez les végétaux selon Mendel, ou en étudiant la théorie de la loi de Galton sur les proportions multiples, alors qu'il ne sait pas même distinguer l'orge du froment.

Il est étonnant de voir un enfant reconnaître les caractéristiques d'un chapiteau corinthien, alors qu'il ne comprend ni ne sait admirer la beauté de la plus gracieuse fleur parmi toutes les plantes, celle du lin.

Ces quelques exemples suffisent. L'œuvre de l'extension des cultures a su rendre à notre agriculture sa diversité et à nos campagnes l'aspect bigarré qu'elles avaient il y a cent ans. L'héritage incomparable de Jérémias Gotthelf est de nouveau à notre portée. L'instituteur qui ne saisit pas cette richesse pour la répandre à pleines mains dans sa classe manque l'occasion qui lui est offerte d'enrichir les jeunes esprits à lui confiés et de s'enrichir aussi lui-même. Ces possibilités de vivifier l'instruction scolaire ne sont que des moyens pour arriver au but final de l'extension des cultures. Il est le même pour chaque citoyen et chaque écolier : collaborer activement à cette œuvre. Une telle occasion de faire participer l'enfant à une grande œuvre nationale au même titre et avec les mêmes droits qu'un adulte ne se présente qu'une fois au cours d'une génération. Il faut savoir l'en faire bénéficier. C'est une joie pour ces jeunes personnalités non encore entièrement développées, que de ne pas être simplement le jouet passif des circonstances et de pouvoir collaborer activement à une œuvre commune. C'est leur fierté de se savoir indispensables à la communauté. C'est aussi une perspective pleine de promesses pour l'avenir. Je sais bien que des objections ont été formulées contre la participation des écoles à l'œuvre de l'extension des cultures, tant de la part des milieux scolaires que de ceux de l'agriculture. Mais je les réfute ; elles sont sans fondement. Une seule chose est nécessaire : savoir trouver les meilleures solutions pour adapter l'école aux circonstances locales spéciales. Monsieur Kellerhals, Dr h. c.,

ce distingué pédagogue et grand connaisseur de l'être humain, dit fort justement :

« Ce ne sont pas les cours d'instruction aux travaux agricoles pour des aides occasionnels qui sont nécessaires. Il est bien plus important de créer des cours d'instruction pour éveiller la bonne volonté, pour apprendre à s'entr'aider et aussi à savoir se faire aider. »

Il y a dans chaque ferme, dans chaque entreprise horticole et maraîchère, toute une série de travaux qui peuvent être faits sans autre par n'importe quel être de bonne volonté et surtout par la jeunesse. Sait-on réaliser combien de courses peuvent être épargnées à la paysanne par de jeunes jambes ? Les enfants sont l'aide idéale pour mettre au sillon, au printemps, les semenceaux de pommes de terre et récolter ces dernières en automne. La terre est moins basse pour eux que pour les grandes personnes ! Le désherbage, sous une surveillance intelligente, n'est pas si ennuyeux que ça. Certaines réminiscences de notre enfance sont trompeuses. Que l'on prenne donc exemple sur Huggenberger, le poète-paysan, qui, lorsqu'il s'en va faucher tôt matin, voit dans les mauvaises herbes qu'il rencontre des ennemis à détruire tout de suite et radicalement. L'enfant, lorsqu'on lui a bien fait comprendre sa tâche, et expliqué comment il doit s'y prendre, exécute rapidement et avec exactitude les travaux les plus divers ; il éclaircit les cultures de betteraves sucrières et fourragères ; il récolte le pavot, le lin ; il cueille les pois, les haricots et même prépare volontiers les légumes, pour leur emploi immédiat ou pour leur conserve. Mille tâches peuvent lui être confiées au cours des moissons. Quand ce ne serait que faire circuler la cruche de cidre au cours des chaudes journées et porter les dix heures et les quatre heures aux champs. N'est-ce pas une belle tâche pour l'instituteur que de préparer la jeunesse à se bien prêter à ces travaux d'entr'aide, en les lui expliquant et en éveillant en elle le désir, la volonté d'être prête à chaque travail, à chaque aide ? Et l'instituteur peut y participer lui-même d'une façon active en organisant le service de la main-d'œuvre scolaire individuelle.

Mais plus efficace encore, au point de vue pédagogique, est l'aide apportée par une classe entière. Il m'est revenu des exemples magnifiques et réjouissants qui incitent à leur imitation. C'est ainsi qu'on réalise de nouveau, activement et sous une forme toute nouvelle, l'œuvre du jardin scolaire, à laquelle feu M. Wehrly, le directeur émérite de l'école normale de Kreuzlingen, attachait il y a 100 ans déjà une si grande importance. Dans une commune du Seeland, une classe s'est donné la tâche de nettoyer sous la direction de son maître un terrain en friche et de produire ainsi elle-même, à elle seule, des denrées alimentaires en partant du néant. La classe supérieure de ma commune m'écrit avec fierté que les épis glanés par elle ont donné 1700 kg. de farine. Et parmi bien d'autres

lettres d'écoliers, qui comptent pour moi parmi les documents les plus réjouissants de tous ceux qui s'accumulent sur ma table de travail, je retiens celle d'une classe de Baden qui m'informe que sur une surface de 53 ares, elle a récolté 9 tonnes de pommes de terre. Personne n'ignore, parce qu'elle est particulièrement appréciée, la participation des écoliers à la lutte contre le doryphore. Chaque élève peut ici, s'il est bien dirigé, abattre une tâche plus grande qu'un adulte. Au printemps 1940, les élèves des classes d'une commune agricole réussirent à sauver toutes les cultures de céréales de leur circonscription communale, menacées d'étouffement par les sanves (moutarde sauvage), dont l'hiver très doux de 1939/1940 avait favorisé le développement. Ce travail aussi ne pouvait être exécuté que par une école, parce que beaucoup trop dispendieux pour une main-d'œuvre adulte. Il s'agit simplement de savoir profiter rapidement et avec décision de telles occasions et surtout d'agir vite. Que les instituteurs les recherchent ; ils n'ont qu'à s'entendre avec les chefs des offices locaux pour la culture des champs qui les y aideront volontiers. Et combien d'autres possibilités ne sont-elles pas données par la cueillette des baies, des champignons, des fruits sauvages, des plantes médicinales et aromatiques, toutes richesses que nos champs, nos prés et nos forêts nous offrent si libéralement et que nous avons laissé perdre au cours des années grasses.

Je ne voudrais pas abuser plus longtemps de votre patience par l'exposé de tous ces détails, pourtant si importants. Bien que l'augmentation de la production des denrées alimentaires soit urgente — elle est un élément indispensable de notre existence — il faut aussi rappeler que l'extension des cultures, cette œuvre d'entr'aide confédérée, selon la jolie formule du rédacteur Schürch, n'est pas seulement un « plan de production de calories ». Elle nous donne l'occasion de nous montrer dignes et reconnaissants de la protection bienveillante et imméritée dont nous sommes l'objet. Elle est le pont qui relie les classes et la ville à la campagne. Elle nous enseigne qu'en fin de compte, notre sort ne se fait pas autour de nous, mais bien en nous. L'œuvre de l'extension des cultures entend rendre au village cette âme qu'il était en train de perdre sous le rouleau compresseur du verbe, imprimé ou transmis par les ondes. Et que l'on me permette encore en passant une petite et modeste mise en garde : *Bien souvent, un village ne sait qu'il possède une âme que lorsque l'instituteur, ou le pasteur, sait personnifier cette âme.*

C'est ainsi que chacun de nous, dans sa sphère d'action respective, apporte sa pierre au rempart qui doit nous protéger de la famine. Ces pierres sont en même temps le fondement d'une Confédération nouvelle et meilleure. Car chacun de nous, n'est-ce pas, est convaincu que la Suisse d'après-guerre aura un autre visage que la Suisse d'aujourd'hui. Que notre grand souci, notre pressant désir, soient qu'elle devienne surtout

meilleure. Elle sera certainement plus pauvre, mais on y vivra peut-être plus facilement. Jérémias Gotthelf souhaitait que le Suisse ait l'occasion de se retrouver soi-même comme aux grands jours de la Confédération, afin qu'une force jaillisse de son âme, non moins puissante en son genre que la force éternelle qui élève jusqu'aux cieux les sommets de nos montagnes. Notre souhait est que l'œuvre de l'extension des cultures permette au milieu du cataclysme mondial de réaliser cet espoir, afin que la communauté de sort donne à tout notre peuple le sentiment profond d'une force toujours nouvelle.

VAUD

UN AMI DES INSTITUTEURS VAUDOIS LE DÉPUTÉ NICOD

Précisons tout de suite qu'il s'agit de celui de Granges, et ajoutons que notre intérêt va s'attacher à une motion que le dit député vient de déposer sur le Bureau du Grand Conseil.

Voici les faits tels que la *Tribune de Lausanne* les rapportait le 19 mai dans son compte rendu de la séance du Grand Conseil :

« Monsieur Auguste Nicod (rad. Granges) développe sa motion concernant le corps enseignant primaire. Tout en reconnaissant la qualité de ce corps et les constants efforts du Département de l'instruction publique et des cultes pour l'améliorer il souligne quelques déficiences et suggère l'opportunité de suspendre « une petite épée de Damoclès sur la tête de certaines brebis galeuses. Brrr !... » (*Qu'en termes galants ces choses-là sont dites !* R. M.). Avec beaucoup d'électeurs, M. Nicod voudrait que le personnel enseignant fût nommé pour une période de quatre ans seulement, durant laquelle il devrait faire ses preuves et trouver grâce aux yeux de la population. »

Sans vouloir commenter les déclarations du député Nicod quand il reconnaît les qualités du corps enseignant primaire, je dirai, pour être poli, que M. Nicod n'a pas le sens de l'ironie ou qu'il se moque de nous. Je dirai encore ma conviction intime : M. Nicod est un rusé qui manque de franchise. Il pense, en effet, que ces régents en prennent trop à leur aise, qu'ils jouissent d'une indépendance intempestive, que leurs monstres traitements sont une injure aux ressources des pauvres paysans ; il pense encore à bien d'autres choses, et de moins agréables, à notre adresse. Seulement voilà : s'il avait franchement expliqué cela au Grand Conseil, les hommes de bon sens se seraient moqués de lui. M. Nicod a préféré jouer certain personnage de Molière, assurant, lui, notre ennemi, qu'il ne voulait que le bien du corps enseignant et que sa proposition ne visait « qu'à suspendre une petite épée de Damoclès sur la tête de certaines brebis galeuses ». C'est la manière doucereuse ; on fait bonne mine ; on a ainsi plus de chance de terrasser son adversaire, ...mais c'est peu glorieux.

Le Comité S.P.V. n'a pas été surpris de la motion Nicod. Il connaissait les intentions de notre « ami » de Granges. Il a même eu des entretiens avec le motionnaire pour lui demander de ne pas déposer une telle motion, faisant valoir les dangers que représentait le maniement de l'arme qu'on allait donner contre le corps enseignant.

M. Nicod a de la suite dans les idées. Il a consenti à atténuer, paraît-il, la rigueur de ses propositions, c'est tout.

Le manque de place m'empêche d'allonger. Nous aurons souvent, désormais, l'occasion de nous entretenir, dans ce journal, de la motion Nicod. Je tiens cependant, et dès aujourd'hui, à faire appel à tous les collègues vaudois :

Pour le plus grand bien des enfants et de l'école que nous servons, nous sommes en paix avec chacun et nous travaillons dans le calme indispensable à notre profession. Dès aujourd'hui, chacun doit se préparer à la lutte, voire à la guerre possible ; c'est une préparation morale que nous vous demandons ; il faudra peut-être savoir vous sacrifier pour la corporation dont vous êtes les membres. Dans les cantons où la réélection périodique du corps enseignant sévit, le boycottage est appliqué rigoureusement. Il faut des gens décidés. Pensez à tout cela, et soyez prêts à tout moment à défendre la grande famille que nous formons.

Souhaitons enfin que, dans sa sagesse, le Grand Conseil saura voir que la motion Nicod n'est pas pour le bien de notre canton. Elle est dangereuse parce qu'elle ne manquera pas de provoquer des troubles violents, et parce qu'elle dressera l'un contre l'autre, l'autorité et le corps enseignant. R. M.

SOCIÉTÉ VAUDOISE DE TRAVAIL MANUEL

Invitation. — Pour clore son cours de modelage, la Société vaudoise de travail manuel et de réformes scolaires convie tous ses membres, et les collègues que le sujet pourrait intéresser, à la visite d'une sculpture en cours d'exécution : un jeune cheval, pris dans un bloc de granit de 11 tonnes et destiné à l'un des parcs de la ville de Lausanne. M. P. Blanc, sculpteur et auteur du projet, montrera les différentes phases du travail et les reports de la maquette à l'œuvre originale.

C'est une occasion qui ne se présentera pas de si tôt. Rendez-vous au bas de chemin de Boston, ce samedi 30 mai, à 16 h. 15.

S.P.R.

CHRONIQUE ROMANDE

« Lorsque quelque chose va mal dans le monde, on ne manque jamais de regarder du côté de l'école. Qu'a-t-elle fait pour préparer à la vie des hommes qui se sont si mal comportés ? Comment fera-t-elle pour former une génération plus forte, capable de remonter la pente, de préparer des jours meilleurs ? » Ainsi s'exprimait, ce printemps, M. le Conseiller d'Etat Perret, chef du Département vaudois de l'instruction publique.

s'adressant aux jeunes instituteurs recevant leur brevet de capacité pour l'enseignement primaire. En effet, actuellement, « c'est toute la pédagogie qui est remise en question », chez nous comme ailleurs : de sérieuses réformes sont en train d'être introduites dans notre système d'enseignement. Quelques-unes, demandées par le corps enseignant, répondent à un réel besoin et sont saluées avec satisfaction par tous ceux que l'avenir de la nation inquiète. Le souci de former une jeunesse physiquement saine et forte a fait, dans nos programmes, augmenter le nombre hebdomadaire des heures de gymnastique ; le sport dirigé et bien compris est exercé dans nos classes plus qu'il ne l'était précédemment. La terre ayant besoin de bras, des jardins scolaires font connaître aux jeunes citadins la joie du travail au grand air. Les fervents adeptes des travaux manuels obligatoires à l'école voient peu à peu leurs vœux se réaliser. Toutes ces innovations qui, en réalité, n'en sont point, sont dans la logique des choses, en en attendant de plus profondes.

Et pourtant, elles ne vont pas sans provoquer des récriminations. Pour plusieurs, les branches dites principales, celles dont le but essentiel de l'école était de développer avant toute autre, sont négligées ; d'autres disciplines, autrefois en honneur, sont passées à l'arrière-plan. On entend déjà des réclamations nettement formulées.

La Société cantonale des Chanteurs vaudois a écrit, ce printemps, au Département de l'instruction publique pour lui demander :

1° de veiller à ce que le programme de chant soit fidèlement exécuté à l'école primaire et à l'école secondaire.

2° de décréter l'examen d'admission à l'Ecole normale éliminatoire, sans exception, pour les candidats n'ayant pas l'oreille juste.

A l'assemblée des Délégués de la Société suisse des Commerçants le 9 mai, à Baden, on entendit une charge à fond contre l'écriture des apprentis de commerce et de banque. Dans les classes inférieures, dit un délégué argovien, les maîtresses se donnent beaucoup de peine pour apprendre aux jeunes enfants à bien tenir leur plume et à former correctement les lettres, mais, à mesure que les élèves montent dans les classes supérieures, ils sont de moins en moins surveillés, négligent de plus en plus leur écriture qui, de fantaisiste, ne tarde pas à devenir illisible... Ce reproche s'adresse-t-il exclusivement aux apprentis alémaniques ?

Le *Bulletin pédagogique* de la Société des instituteurs bernois d'avril-mai donne le compte rendu du Congrès des instituteurs jurassiens, tenu à Delémont le 14 décembre dernier. Il y fut longuement discuté du mode de nomination du corps enseignant. On sait que, dans ce canton, il est soumis à la *réélection périodique* : « Les instituteurs, dit la loi du 6 mai 1904, sont nommés pour une période de six ans par l'autorité compétente à teneur des règlements municipaux. Trois mois au moins avant l'expiration de la période, l'autorité à laquelle incombe la nomination décide si la place sera mise au concours ou non. »

Voici plusieurs années que nos collègues jurassiens demandent l'abrogation de cet article. Au congrès de Delémont, une fois de plus, ils exprimèrent nettement leur opinion à ce sujet. Citons M. J. Nuss-

baumer, qui présenta en l'espèce un rapport aussi circonstancié que courageux :

« La réélection, c'est l'épouvantail dans la carrière, l'épée de Damoclès suspendue au-dessus de nos têtes, et combien de nos collègues, et non des moindres, ont subi, après avoir blanchi sous le harnais, l'affront d'une non-réélection de la part d'une assemblée communale ? Par un simple renversement de la majorité, le jeu de quelques potentats ou *minus habens*, par le réveil de vieilles rancunes, par sadisme aussi, combien de nos collègues ont été condamnés à des démarches déshonorantes pour assurer la pérennité de leur existence sociale et le pain de leur famille ? Messieurs les inspecteurs, qui sont appelés en Nicolas de Flue dans tous ces cas, pourraient nous dire les mille raisons aussi mesquines que méchantes qui ont incité les électeurs à menacer la sécurité de certains de nos collègues et à les diminuer moralement vis-à-vis des enfants qui leur sont confiés ? Voulez-vous des exemples ? Il serait bon, cependant, de publier les rapports d'enquête qui ont été dressés dans la plupart des cas. Ces derniers temps encore, un collègue après 18 ans de service, père de trois enfants, à qui l'administration communale délivre le meilleur certificat de civisme, que la commission d'école recommande chaleureusement devant l'assemblée, est mis en minorité par neuf voix contre sept alors que le corps électoral de cette commune compte 160 électeurs... O Démocratie ! Que de saletés on commet en ton nom !

« La réélection tous les six ans est une des monstruosités du système actuel. Nous ne sommes pas des ministres et nous n'avons que faire des votes de confiance chroniques. Si nous devons tomber, que cela soit pour des raisons plausibles et de caractère purement professionnel ou moral, et que nos juges soient tout au moins nos égaux, vierges de calcul, de passions partisanes ou de rancune personnelle. Nous réclamons des sanctions pour nos fautes, notre incapacité, notre paresse, mais seulement de la part de nos supérieurs qui sont les inspecteurs, la direction de l'Instruction publique, le gouvernement, et non de la part d'une masse électorale perfide, truquée, excitée dans ses bas instincts. »

En conclusion, l'assemblée des sections jurassiennes de la Société des instituteurs décida, entre autres résolutions, d'inviter le Comité cantonal à mettre à l'étude la réforme de la loi scolaire de 1894 concernant :

a) le mode de nomination des instituteurs,
b) la réélection tacite,
c) les mutations,
d) les mises à la retraite.

Et voici qu'au Grand Conseil vaudois, dans sa dernière session, le député radical Nicod, de Granges, a déposé une motion « demandant une modification de la loi sur l'Instruction publique primaire, afin que le personnel enseignant soit soumis à réélection tous les quatre ans ».

(A suivre.)

IMPRIMERIES RÉUNIES S.A. LAUSANNE

COURSES D'ÉCOLES ET DE SOCIÉTÉS

Les Tramways Lausannois

JORAT

accordent des réductions importantes aux écoles, sociétés et groupes, sur les lignes de **MONTHERON** et du **JORAT** (lignes 20, 21, 22, 23) - Belles forêts. - Vue superbe. Sites et promenades pittoresques. Renseignements à la Direction. - Téléphone **3 31 41.**

Quelques ÉTAINS, MONNAIES anciennes et TIMBRES cherchés pour collection.

R. FRICK, inst., av. de CHAMPEL 13 c, GENÈVE

Winterthour Accidents

Société Suisse d'Assurance contre les Accidents à Winterthour

Bibliothèque nationale suisse,
BERNE

Publications pédagogiques

Berger, R. :	Le croquis rapide	Fr.	2.50
—	Le croquis rapide, 2e partie	»	1.50
—	Manuel d'écriture courante et ornementale	»	5.—
—	Le dessin libre	»	6.—
—	La didactique du dessin	»	6.—
Cappe, J. :	Contes bleus. — Livres roses. — Essai sur la littérature enfantine, suivi d'un guide critique des livres destinés à la jeunesse	»	5.—
Chevallaz, G.:	L'éducation du patriotisme, quelques réflexions	»	2.—
—	Histoire de la pédagogie	»	5.—
—	Pédagogie des enfants difficiles	»	1.—
Dévaud, E. :	Quarante exercices de *Lecture silencieuse*	»	1.50
—	Lire, parler, rédiger (nouv. éd.)	»	2.—
—	Les leçons de pédagogie d'un Manuel de lecture américain	»	3.50
Dudan, C. :	Le français et la formation de la jeunesse	»	1.—
—	Le français, notre langue	»	1.50
—	Le français, notre langue. Nouvelle série	»	1.80
Guex, G. :	Quelques entraves psychologiques au développement de la personnalité	»	2.50
Kocher, H. :	Maman, tu m'aimes ?	»	3.—
L'instruction publique en Suisse, Annuaire 1941		»	5.—
Malche, A. :	Vie de Pestalozzi. Avec 9 illustrations hors texte. Broché, Fr. 3.50 ; relié,	»	5.50
Medici, A. :	L'âge de 3 ans et l'étude du caractère	»	3.50
—	L'Education nouvelle. Ses fondateurs, son évolution	»	8.30
Meylan, L. :	Les Humanités et la personne	»	6.—
—	L'école et la personne	»	2.—
Millot, A. :	L'éducateur et l'action éducatrice	»	2.90
Richard, Dr G. :	La psychanalyse et les problèmes psychiques et moraux	»	1.50
—	L'éducation sexuelle de nos enfants	»	2.—
Roger, Noëlle :	L'enfant, cet inconnu	»	3.50
Sauser-Hall, G. :	Guide politique suisse, manuel d'instruction civique	»	3.75
Thilo, E. :	Notes sur le français d'aujourd'hui	»	2.75
Vinet, A. :	Famille, Education, Instruction	»	10.—
Vittoz, E. :	Langue d'aujourd'hui et langue de demain	»	1.50
Wintsch, Dr J. :	Les enfants délinquants	»	2.50
—	Les dessins d'enfants et leur signification	»	1.50
—	Les premières manifestations motrices et mentales chez l'enfant. Etude physiologique, clinique et pédagogique	»	4.—

LIBRAIRIE PAYOT

Lausanne - Genève - Neuchâtel - Vevey - Montreux - Berne - Bâle

Editeurs responsables : G. Grec et A. Rudhardt.

LAUSANNE, 6 juin 1942 LXXVIIIe ANNÉE — No 22

DIEU — HUMANITÉ — PATRIE

ÉDUCATEUR

ET

BULLETIN CORPORATIF

ORGANE HEBDOMADAIRE
DE LA SOCIÉTÉ PÉDAGOGIQUE
DE LA SUISSE ROMANDE

RÉDACTION:

ÉDUCATEUR
ALB. RUDHARDT
GENÈVE, Pénates, 3

BULLETIN
CH. GREC
VEVEY, rue du Torrent, 21

ADMINISTRATION :

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A., LAUSANNE, AVENUE DE LA GARE, 33
Téléphone 3 36 33 — Chèques postaux II. 6600

ANNONCES : PUBLICITAS S. A., LAUSANNE ET SUCCURSALES

PRIX DE L'ABONNEMENT ANNUEL : SUISSE FR. 8.—. ÉTRANGER : FR. 11.—

Supplément trimestriel : Bulletin Bibliographique

COURSES D'ÉCOLES ET DE SOCIÉTÉS

LAUSANNE André Oyex **Prix spéciaux pour Courses d'écoles**

Buffet de la gare C.F.F. *Grandes et petites salles*

CHEMIN DE FER ÉLECTRIQUE VILLARS-BRETAYE

Bretaye sur Villars (1850 m.), site admirable au pied du Chamossaire et des parois abruptes des Alpes Vaudoises. Jardin botanique intéressant. Parc à bouquetins et parc à marmottes. Station météorologique. Lac des Chavonnes : pêche, canotage. Nombreuses excursions pour alpinistes.

Billets spéciaux pour Sociétés et Ecoles.

Taveyannaz - Bovonnaz - Solalex - Anzeindaz

Sites incomparables. — Flore alpine magnifique.

Arrêt chemin de fer: Barboleusaz. — Tarifs spéciaux pour écoles et Sociétés.

Chemin de fer Bex-Gryon-Villars-Chesières.

Lausanne - Le Carillon

PLACE CHAUDERON **Grands Restaurants et Tea-Room sans alcool**

Arrangements pour sociétés et écoles **Téléphone 3.32.22**

Cours offic. de vacances à St-Gall

organisés par le **Canton** et la **Ville** de **Saint-Gall** à **l'Institut sur le Rosenberg, Saint-Gall.**

1. **COURS D'ALLEMAND POUR INSTITUTEURS ET PROFESSEURS** (20 juillet au 15 août). Ces cours correspondent, dans leur organisation, aux cours de vacances des universités françaises et sont destinés aux maîtres et maîtresses de la Suisse française et italienne. Examen final avec délivrance d'un certificat officiel de langue allemande. Prix du cours : Fr. 40.—

2. **Cours de langues pour élèves** (juillet-septembre). Ces cours sont donnés **complètement à part** des cours pour maîtres et ont pour but d'approfondir les connaissances théoriques et pratiques des langues. L'après-midi de chaque jour est réservé aux sports et excursions.

Pour de plus amples renseignements sur les deux cours, s'adresser à la **Direction des Cours officiels d'allemand, Institut sur le Rosenberg, Saint-Gall.**

Quelques ÉTAINS, MONNAIES anciennes et TIMBRES cherchés pour collection.

R. FRICK, inst., av. Marc Monnier 11, Champel, Genève